



COMMUNE DE  
**Belœil**

Du registre aux délibérations du Conseil communal de  
cette commune, a été extrait ce qui suit :

**SEANCE DU 12 JANVIER 2023**

\*\*\*\*\*

**PROVINCE DE HAINAUT  
ARRONDISSEMENT D'ATH**

PRESENTS : MM. & Mmes VANSAINGELE Luc, Bourgmestre-Président  
DUBOIS Michel, VANDENABEELE Alicia, BASILICO Anthony, RAVEZ Lucette, LETURCQ Daniel, Echevins.  
MARLOT Bastien, CARION Alain, AMORISON Lise, BRULARD-BUTAYE Line, FLAMMIA Justine, MALFAIT Valentin,  
DUBOIS Catherine, MATON Jean-Michel, DUPONT Michel, SPROCKEELS Pierre Marie,  
DUBUISSON Virginie, DRAMAIS Carine, GOMEZ-MAINI David, DELPLANQUE Benoît, RENCO Fanny,  
Conseillers communaux.  
VANDEPUTTE Christian, Président du CAS, avec voix consultative.  
DRAMAIX Stéphane, Directeur général.

EXCUSES : Mmes CHEVALIER Cécile, DUCARME Margot, Conseillères communales

\*\*\*\*\*

**Objet : Taxe sur les secondes résidences**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L1122-30 et 31, L1133-1 et 2, L3321-1 à 12, 3131-1 §1 3° et 3132-1 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu le Code wallon du tourisme ;

Vu la circulaire budgétaire du 19 juillet 2022 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer le financement des dépenses de sa politique générale et de sa mission de service public ;

Considérant la nécessité d'éviter l'inoccupation prolongée des immeubles situés sur le territoire communal menant à un déclin de la vie sociale des quartiers concernés et de protéger l'habitation résidentielle ;

Vu le projet de règlement communiqué à Monsieur le Directeur financier, en date du 30 décembre 2022 ;

Vu l'avis de légalité de Monsieur le Directeur financier du 4 janvier 2023 ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité des membres présents,

DECIDE :

D'approuver le règlement repris ci-après :

**Art. 1 :**

Il est établi, pour les exercices 2023 à 2025, une taxe communale sur les secondes résidences.

Est visé, tout logement, existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, pour lequel la personne pouvant l'occuper à cette date n'est pas, à la même date, inscrite pour ce logement au registre de la population ou au registre des étrangers.

Ne sont pas visés les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte, au sens de l'article 1er, du Code wallon du tourisme.

**Art. 2 :**

La taxe est due par la personne qui peut occuper la seconde résidence.

En cas de location, la taxe est due solidairement par le propriétaire et la personne qui peut occuper la seconde résidence.

En cas d'indivision, la taxe est due solidairement par tous les copropriétaires ou la personne qui peut occuper la seconde résidence.

En cas de démembrement du droit de propriété suite au transfert entre vifs ou pour cause de mort, la taxe sera due solidairement par l'usufruitier et le(s) nu(s)-propriétaires.

**Art. 3 :**

La taxe est fixée à 720 euros par seconde résidence hors camping.

La taxe est fixée à 250 euros par seconde résidence dans un camping.

La taxe est fixée à 125 euros par kot étudiants.

**Art. 4 :**

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de trente jours prenant cours le 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit celui de son envoi. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'Administration tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 30 juin de l'exercice d'imposition.

**Art. 5 :**

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

La taxe enrôlée d'office est majorée selon l'échelle dont les graduations sont les suivantes :

-1<sup>ère</sup> majoration : 100%

-2<sup>ème</sup> majoration : 150%

-à partir de la 3<sup>ème</sup> majoration : 200 %

**Art. 6 :**

Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à 12 du code de la Démocratie locale, de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

**Art. 7 :**

En cas de non-paiement à l'échéance, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé et les frais postaux de cet envoi seront à charge du redevable.

Art. 8 :

Le traitement des données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : la Commune de Beloeil
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe sur les secondes résidences
- Catégorie de données : données d'identification directes, coordonnées de contact, caractéristiques personnelles, données financières et transactionnelles
- Durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour une durée minimale de 10 ans et maximale de 30 ans et à les supprimer ou à les transférer aux archives de l'Etat à la fin du délai de conservation.
- Méthode de collecte : déclaration transmise par le redevable de la taxe
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi ou à des sous-traitants de la Commune.

Art. 9 :

La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement Wallon et publiée conformément aux articles L1133- 1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

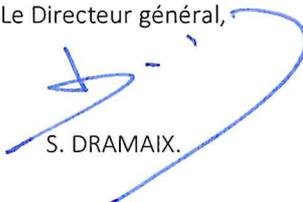
Par le Conseil communal :

Le Directeur général,  
(s) S. DRAMAIX.

Le Bourgmestre,  
(s) L. VANSAINGELE.

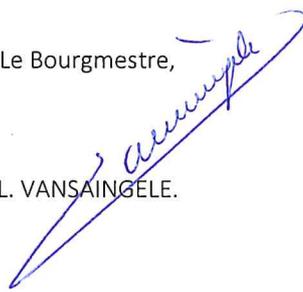
Pour extrait conforme :

Le Directeur général,

  
S. DRAMAIX.



Le Bourgmestre,

  
L. VANSAINGELE.